

COMPTE-RENDU ATELIER ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Constitution du groupe

<u>Membres (et typologie : industries, distributeurs...) :</u> M. LAMBERT, Groupe Lambert (Bois) M. PARTHIOT, SARL Parthiot et fils (IAA) M. NOURISSON, Union Champagne (IAA)	<u>Professionnel(s) pilote(s) :</u> M. NOURISSON, Union Champagne <u>Secrétariat assuré par :</u> DIRECCTE (NM) DRAAF (BR) Valeur Bois (RM)
--	--

Calendrier réunion(s) de travail

<u>Réunion(s) physique(s)</u> - Date : 12/02/2013 Adresse : DRAAF	<u>Echanges dématérialisés</u> - Date Modalités	<u>Contributions isolées</u>
---	---	------------------------------

Cadrage du thème de travail

<u>Périmètre et définition du thème</u> Quelles sont les sources de financement publiques (subventions et autres aides aux investissements, garanties à l'export...) ? Quelles sont les sources de financement privées (banques, capital des entreprises...) ? Comment sécuriser les financements ? Comment inciter à investir ? Comment aider les entreprises à devenir fortes dans la concurrence mondiale ? Quelles doivent être les formes du soutien public ?
--

<u>Appuis existants</u> Cap Export : garantie à l'export, dont une partie est prise en charge par l'Etat. Ce dispositif accompagne un dynamisme naturel. DPI : (Déduction Pour Investissement) Dispositif de la fiscalité des bénéfices agricoles (article 72 D) qui permet de déduire, de façon extra comptable une fraction du bénéfice en vue de financer un investissement sur des stocks à rotation longue ou des immobilisations. La loi de finances 2013 a supprimé la possibilité d'affecter cette DPI aux immobilisations. Garanties et bonification d'intérêts. BPI à venir.
--

Constat et analyse des enjeux

Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire et l'industrie du bois régionales et françaises, au regard du thème choisi

- D'une façon générale, deux types d'entreprises se rencontrent avec des problématiques différentes : les jeunes entreprises en développement et les entreprises « mûres » qui disposent déjà de fonds propres.

- En théorie, les subventions ne sont pas nécessaires pour une entreprise forte / mûre. En revanche, elles sont utiles pour les jeunes entreprises afin de donner l'impulsion nécessaire au démarrage, ou pour les entreprises qui veulent développer une activité rentable mais qui n'ont pas la surface financière pour faire face aux investissements nécessaires.

Les **subventions** peuvent avoir des effets pervers, qui se traduisent notamment par

- l'augmentation du coût de l'investissement par un effet d'aubaine exploité par les offreurs de solutions/prestations (aides de FranceAgriMer pour le secteur viti-vinicole, méthaniseurs, photovoltaïque...),
- des contraintes souvent irréaliste au niveau de la création nette d'emplois : il est déjà difficile pour l'entreprise qui investit d'amortir cet investissement à emploi constant; de plus, l'investissement permet souvent de gagner en productivité, et donc à emploi constant de se développer. Le critère de la création d'emploi qui conditionne l'octroi de subvention (notamment au niveau des collectivités) ne doit pas être le seul critère considéré.

De plus, la lourdeur administrative est telle qu'il y a parfois un pas de temps important entre le paiement des factures et le versement de la subvention. Le coût de l'avance de trésorerie à assumer par l'entreprise est ainsi parfois supérieur à l'aide finalement perçue si l'on ajoute le coût d'obtention (dossier lourds et parfois redondants entre acteurs institutionnels).

- Les entreprises des filières bois et IAA ont structurellement le besoin de faire régulièrement de gros investissements et, par ailleurs et en général elles ont des activités à rentabilité faible. Ainsi, en cas d'emprunt, les 10 premières années environ après investissement ne permettent pas de dégager des gains, les résultats ne servant qu'à amortir les machines.

- Les acteurs bancaires sont particulièrement frileux sur ces secteurs d'activités à faible rendement.

- En ce qui concerne la transmission des entreprises, il existe une fiscalité avantageuse pour le cédant, mais pas pour le repreneur.

- Les entreprises sont bien informées des différentes formes de financements via les CCI et les collectivités territoriales. Cependant, elles déplorent la multiplicité de dispositifs et d'interlocuteurs.

- L'enjeu majeur, afin d'aider les PME à devenir **financièrement** fortes dans le cadre de la concurrence mondiale, et de leur assurer une **indépendance financière**, ~~donc de leur donner la possibilité de provisionner de l'argent pour pouvoir investir sans aides (telles que subvention, prêt bonifiés ..).~~ **Des dispositifs fiscaux devraient permettre d'encourager les entrepreneurs à renforcer les fonds propres de leurs entreprises, par la mise en place d'une fiscalité allégée sur la part des bénéfices qui restent dans l'entreprise.**

Pour ce faire, il faudrait que le résultat dégagé par l'entreprise puisse être investi dans la production (réinvestissement productif).

Exemple de ~~modalité~~ **mesure fiscale** : en Belgique où 3% environ est déduit de la base imposable pour permettre l'investissement et le financement ~~pour~~ du besoin en fonds de roulement.

Financement inter-entreprises via les **délais de paiement** : il n'y a pas nécessité d'intervention par garantie si la LME est respectée ou/et si **la réglementation européenne sur l'harmonisation des délais de paiement est mise en place et respectée dans tous les pays de l'Union européenne.** ~~réglementation européenne sur cette thématique~~

Propositions d'actions

Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

Assurer l'indépendance financière : Aider à ce que le résultat dégagé par l'entreprise puisse être investi dans la production avec

1-Mécanismes structurels : consolidation des fonds propres par incitation fiscale : fiscalisation adaptée des bénéfices réinvestis

- pour les TPE et PME: fiscalisation nulle, réduite ou adaptée sur les résultats qui remontent en fonds propres
- taxation plus importante des résultats distribués sous forme de dividendes

2- Mécanismes conjoncturels avec un décalage de remboursement des annuités sans pénalisation sur le taux :

Les pouvoirs publics pourraient prendre en partie le **différentiel sur les frais financiers**.

3 – Pour faciliter les exportations : Activer des mesures de type CAP export qui permet ~~un partage du risque entre les entrepreneurs et l'Etat~~ **de garantir les paiements avec une prise en charge partielle du coût de l'assurance crédit par l'état.**

~~Harmonisation de la réglementation européenne sur les délais de paiement.~~

Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Repenser le dispositif des subventions avec

- un ciblage des aides pour éviter les effets d'aubaine
- des critères d'attribution tels que la non distribution de dividendes (sauf rémunération normale des fonds propres) pendant 5 ans après l'octroi de la subvention
- l'engagement à maintenir l'emploi plutôt que le développer (la subvention permet de renforcer l'entreprise pour lui permettre d'être pérenne et de porter durablement des emplois)
- avec des modalités de versement plus adaptées (raccourcissement des délais, versement d'avances sur déclaration avec possibilité de contrôles, certitudes sur dates de versement...).

<p>ACTION :</p> <p>Donner la possibilité aux entreprises d'investir sans aides</p>	<p><u>Nature</u> : nationale</p> <p><u>Descriptif</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les TPE et PME: fiscalisation nulle, réduite ou adaptée sur les résultats qui remontent en fonds propres - En compensation, taxation plus importante qu'aujourd'hui des résultats distribués en dividendes - en cas d'emprunt, relais pris (en partie) par les pouvoirs publics pour permettre un décalage de remboursement des annuités sans pénalisation sur le taux <p><u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre : en permanence</p>
<p>OBJECTIF</p>	<p>Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme Aider à ce que le résultat dégagé par l'entreprise puisse être investi dans la production</p> <p><u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur Frilosité des acteurs bancaires Assurer l'indépendance financière des TPE/PME/ETI</p> <p>Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action : 1 Aider les TPE/PME/ETI à devenir fortes dans la concurrence mondiale (obtenir un niveau de fonds propres suffisant pour mieux supporter les trous d'air conjoncturels)</p>
<p>SYNERGIES</p>	<p><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions</p> <p><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques</p> <p>Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</p> <p>Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS</p>	<p><u>Cible</u> envisagée TPE/PME/ETI</p> <p><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs)</p>
<p>COÛT PREVISIONNEL</p>	<p>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues</p> <p>Pistes de <u>financements privés</u></p> <p>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></p>

ACTION Repenser le dispositif des subventions	<p><u>Nature</u> nationale et régionale</p> <p><u>Descriptif</u> du contenu</p> <ul style="list-style-type: none"> - avec un ciblage des aides pour éviter les effets d'aubaine (se concentrer sur les secteurs / activités stratégiques) - avec des critères d'attribution qui permettent de cibler des actions de nature à optimiser les intérêts collectifs d'une filière et éviter le développement anarchique de projets personnels qui desservent la filière. - avec un ciblage vers les jeunes entreprises - avec des critères d'attribution tels que la non distribution de dividendes (sauf rémunération normale des fonds propres) pendant 5 ans après l'octroi de la subvention - avec l'engagement de maintenir l'emploi plutôt que le développer à tout prix en nombre - avec des modalités de versement plus adaptées (raccourcissement des délais, versement d'avances sur déclaration avec possibilité de contrôles, certitudes sur dates de versement...) <p><u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre : en permanence</p>
OBJECTIF	<p>Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme</p> <p>Eviter les effets d'aubaine</p> <p>Eviter la fuite des subsides publics vers les actionnaires sans investissement et vers des projets individualistes qui desservent la filière.</p> <p><u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur</p> <p>Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action :2</p>
SYNERGIES	<p><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions</p> <p><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques</p> <p>Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</p> <p>Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</p>
CIBLE ET PARTICIPANTS	<p><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME)</p> <p><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs)</p>
COUT PREVISIONNEL	<p>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues</p> <p>Pistes de <u>financements privés</u></p> <p>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></p>

ACTION	<p><u>Nature</u> nationale/régionale</p> <p><u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes)</p> <p><u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre</p>
OBJECTIF	<p>Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme</p> <p><u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur</p> <p>Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action</p>
SYNERGIES	<p><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions</p> <p><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques</p> <p>Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</p> <p>Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</p>
CIBLE ET PARTICIPANTS	<p><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME)</p> <p><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs)</p>
COUT PREVISIONNEL	<p>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues</p> <p>Pistes de <u>financements privés</u></p> <p>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></p>